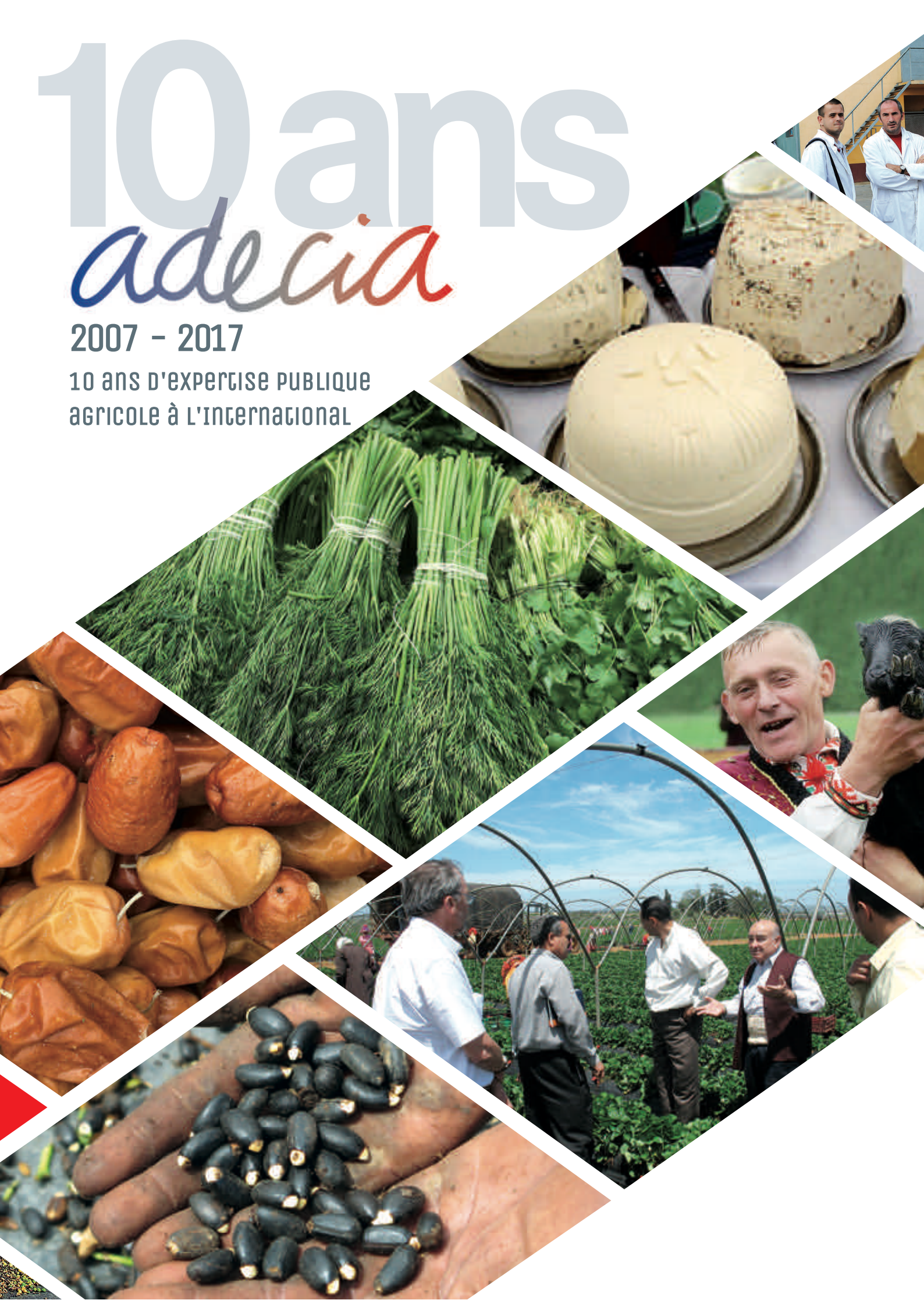


10 ans *adecia*

2007 - 2017

10 ans d'expertise publique
agricole à l'international



DÉPLOYÉE DANS
PLUS DE 30 PAYS



ADECIA

01

QUI SOMMES NOUS

PAGE 4

02

NOTRE EXPERTISE

PAGE 6

03

NOS PROJETS

PAGE 8 à 35

04

MOBILISER ET VALORISER L'EXPERTISE À L'INTERNATIONAL

PAGE 36

05

NOTRE ÉQUIPE

PAGE 42



Le Groupement d'Intérêt Public « Agence pour le développement de la coopération internationale dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux » (ADECIA) a été créé en juillet 2007. Il a pour objet le renforcement de la coopération internationale dans les domaines de compétence du Ministère en charge de l'agriculture et des établissements publics sous tutelle membres, pour mieux valoriser l'expertise française notamment publique, prioritairement dans le secteur institutionnel et professionnel.

Nos actions sont menées dans des domaines aussi variés que la mise en place et la gestion des politiques publiques, l'organisation des administrations, l'organisation des filières professionnelles et des marchés, la qualité sanitaire des productions, les indications géographiques, le développement rural, la formation et le conseil agricole...

NOTRE DÉMARCHE : ÉTABLIR DES PARTENARIATS INSTITUTIONNELS

Pour établir des partenariats institutionnels avec les pays demandeurs, plusieurs types d'instruments existent :

- ▶ **La coopération bilatérale** : en lien avec la stratégie d'influence du Ministère de l'agriculture et avec l'appui de l'ambassade de France et des conseillers agricoles des pays concernés, les experts interviennent sur des missions de courte durée (échanges, visites ou colloques).
- ▶ **Les missions d'assistance technique et d'échange d'information (TAEIX)** : elles se caractérisent par un appui institutionnel ponctuel dans tous les domaines de l'acquis communautaire. Cet outil sur financement communautaire est mobilisé à l'initiative des pays partenaires pour répondre à des besoins ciblés, sur des périodes courtes.
- ▶ **Les jumelages communautaires** : il s'agit d'un instrument de coopération administrative financé par l'Union européenne. Les jumelages s'effectuent entre États membres et pays en voie d'adhésion ou du voisinage de l'UE. Leurs objectifs sont d'aider les bénéficiaires à transcrire les réglementations européennes dans leur droit national, créer ou adapter les institutions existantes et former les agents publics de ces institutions. Ils durent six, douze ou vingt-quatre mois.
- ▶ **Les marchés d'assistance technique** : ils se matérialisent par des appels d'offres lancés par des bailleurs de fonds (UE, Banque Mondiale...). Orientés plus largement vers l'international, ils représentent de nouveaux débouchés pour l'expertise publique française en partenariat avec des bureaux d'études privés.

ADECIA CONTRIBUE À LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE EUROPE ET INTERNATIONALE DU MINISTÈRE FRANÇAIS DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION.

NOTRE RÉSEAU MOBILISE L'EXPERTISE INSTITUTIONNELLE DANS LES DOMAINES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES ESPACES RURAUX.

NOS MEMBRES :



02 NOTRE EXPERTISE

DES COMPÉTENCES ET DES SAVOIR-FAIRE VARIÉS ET ADAPTÉS

Les compétences et les savoir-faire des membres du réseau ADECIA couvrent les grands domaines de la gouvernance et des politiques publiques essentielles au fonctionnement d'un État performant, dans les secteurs de l'agriculture, du développement rural, de l'alimentation, de la pêche et de la forêt. Mandaté par ses membres fondateurs pour prendre part à des projets de coopération technique et institutionnelle à l'international, le GIP ADECIA a vocation à mobiliser l'expertise publique en activité et de très haute qualité.

NOS DOMAINES D'EXPERTISE :

- ▶ Politiques publiques agricoles
- ▶ Développement rural et local
- ▶ Recherche, formation et conseil agricole
- ▶ Santé des plantes
- ▶ Signes officiels de qualité

NOTRE VALEUR AJOUTÉE

- ▶ Des équipes interdisciplinaires capables de réaliser des projets complexes.
- ▶ La prise en compte précise des contextes locaux.
- ▶ Les valeurs d'éthique, d'intégrité et de professionnalisme de l'administration française.
- ▶ Des références diversifiées et nombreuses.
- ▶ La pratique de partenariats, avec d'autres opérateurs publics et privés, français et internationaux.
- ▶ Une relation privilégiée avec les grands établissements français de formation supérieure et de recherche.

Les bailleurs, principalement l'Union européenne et la France, et les pays partenaires de la France, bénéficiaires de notre appui, ont ainsi accès à une assistance technique qui contribue à la réalisation de leurs objectifs.

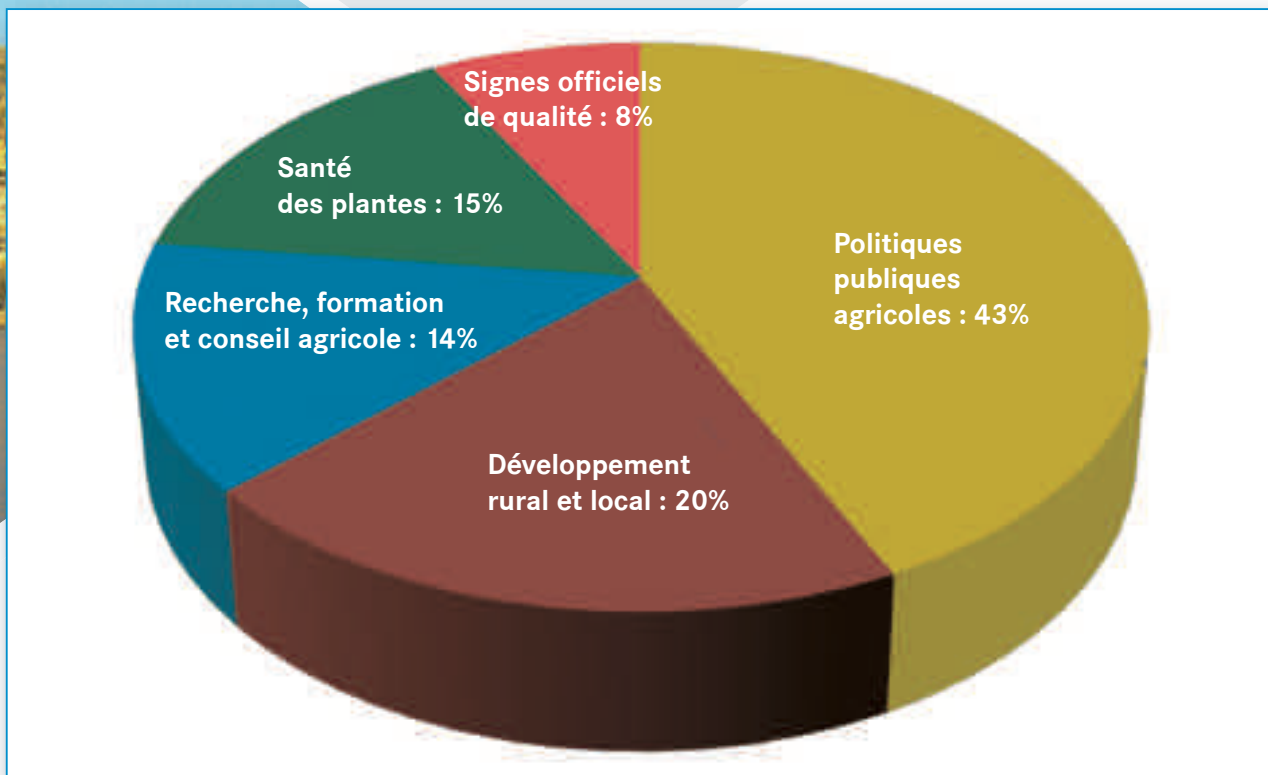
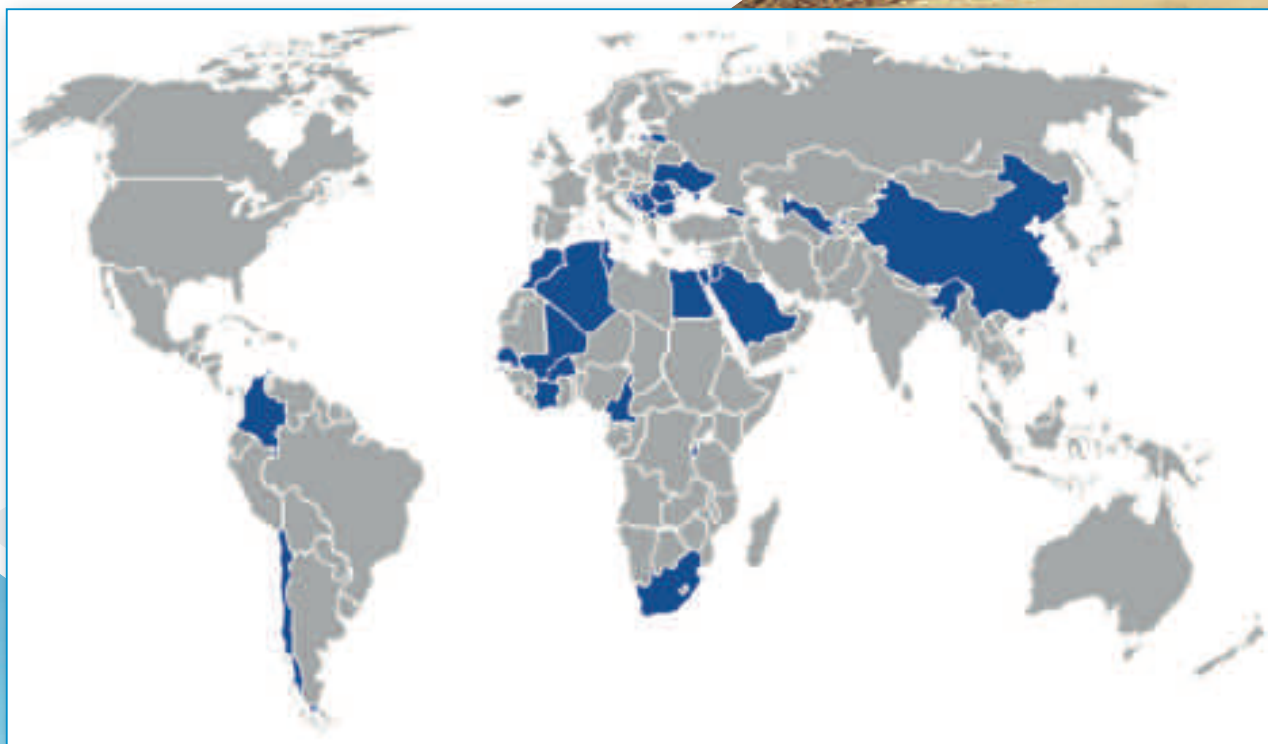
CHIFFRES CLÉS SUR 10 ans

Nombre de pays d'intervention : **33**

Nombre de projets : **86**

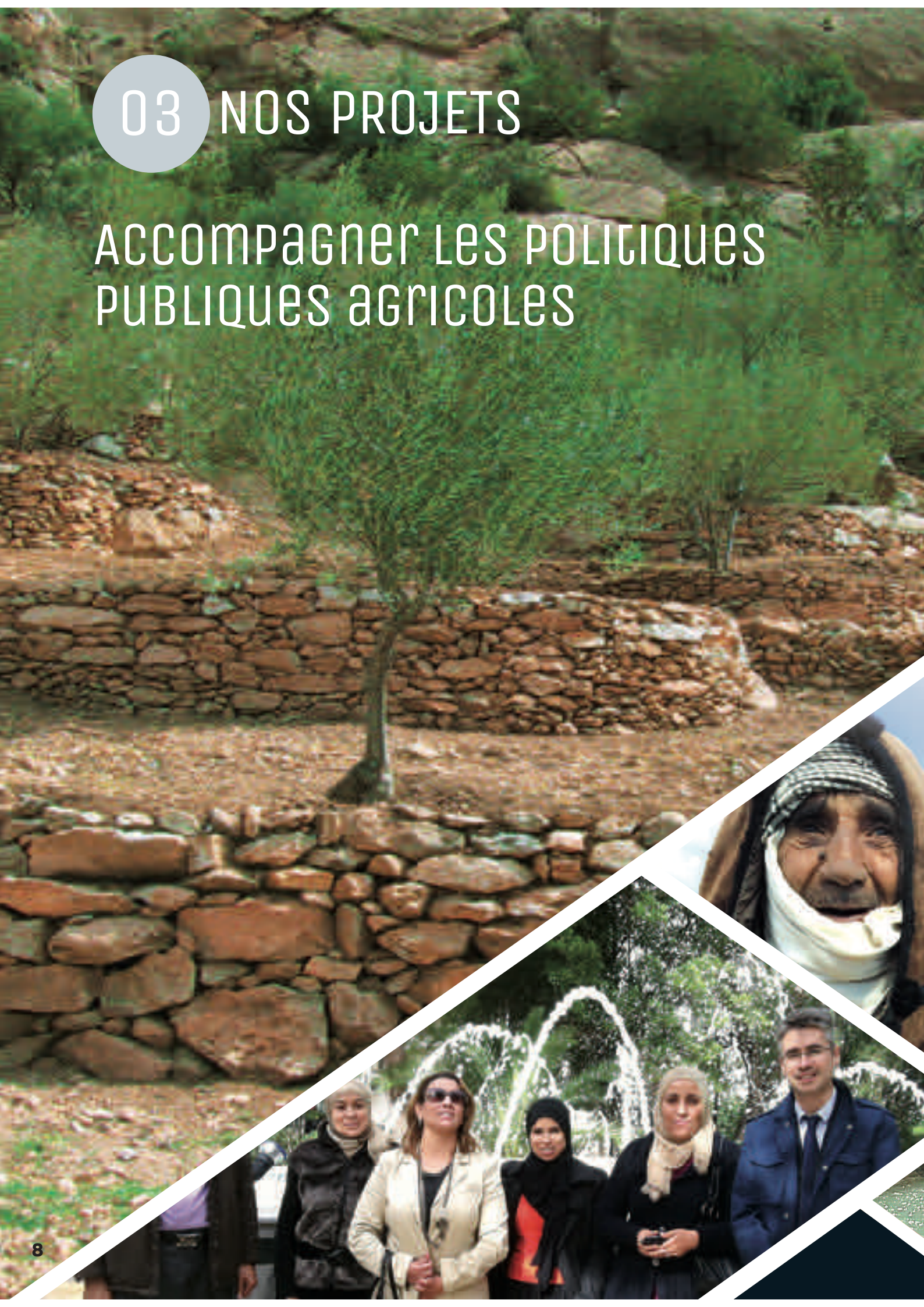
Volume financier global : **48 M**

Nombre d'experts mobilisés : **450**



03 NOS PROJETS

ACCOMPAGNER LES POLITIQUES PUBLIQUES AGRICOLES



▶ QUE FAIT ADECIA DANS CE DOMAINE

ADECIA coordonne plusieurs jumelages destinés à la mise en place d'outils d'aide à la décision et à l'élaboration de politiques agricoles pour :

- ▶ **Conduire des travaux de prospective et de réflexion**, visant au développement économique et appliqués à la transformation et à la commercialisation, prenant en compte les facteurs sociaux et environnementaux ;
- ▶ **Appuyer les filières agricoles et de la pêche**, en accompagnant l'organisation des producteurs et des interprofessions agricoles pour les rendre plus compétitifs ;
- ▶ **Organiser la gestion administrative et financière des aides publiques**, par un soutien au marché, aux filières, aux agriculteurs et aux investisseurs ;
- ▶ **Développer des systèmes d'information modernes et fiables**, grâce à une meilleure collecte des données, à un meilleur suivi des filières et des analyses prospectives.

QUELQUES EXEMPLES :

- ▶ Développement de l'observatoire des filières agricoles et agroalimentaires en Algérie
- ▶ Appui à la mise en œuvre de la conditionnalité des aides en Turquie
- ▶ Renforcement de la filière aquacole au Maroc
- ▶ Préparation de la stratégie agricole 2016-2025 en Arabie Saoudite
- ▶ Appui au développement durable des zones rurales en Ouzbékistan

Pierre Schwartz, sous-directeur du développement rural et du cheval, MAA

« Quand on a développé des réseaux et des contacts dans les autres pays européens, il est plus facile de se parler, de s'écouter et de développer une vision commune. Dans le cadre de la mise en œuvre de la PAC, il est utile de connaître les positions des autres ministres. On parle là de stratégie d'influence dans un sens politique. Il y a également un aspect économique d'appui aux entreprises françaises. Quand j'étais conseiller agricole à l'ambassade à Bucarest, nous jouions le rôle d'intermédiaire entre les entreprises des deux nationalités. Être présent à travers des jumelages ou de la coopération bilatérale améliore la pénétration commerciale de nos entreprises. »

DÉVELOPPEMENT DE L'OBSERVATOIRE DES FILIÈRES AGRICOLES ET AGROALIMENTAIRES EN ALGÉRIE



BENEFICIAIRE
Algérie

DEMARRAGE
2012

DUREE
25 mois

BUDGET
1 200 000 €

BAILLEURS
UE

PARTENAIRES
MAA, CIRAD, ASP,
INRA, FranceAgriMer,
Italie

La politique agricole et de développement rural de l'Algérie prévoit de renforcer les systèmes d'information et les services statistiques, et d'apporter de meilleures capacités d'investigation aux organismes de recherche tels que l'Institut National de la Recherche Agronomique d'Algérie (INRAA) et les instituts techniques.

L'objectif général de ce jumelage était d'accompagner le renforcement de l'INRAA par la mise en place d'un observatoire des filières agricoles et agroalimentaires, permettant d'assurer une meilleure connaissance du secteur agricole et agroalimentaire.

Le projet s'est principalement concentré sur l'organisation de l'Observatoire afin qu'il puisse assurer un meilleur suivi de la dynamique des différentes filières, et notamment des filières prioritaires : les céréales et les légumes secs, le lait, la pomme de terre, les olives et les dattes.

La mise à disposition de bases de données partagées et la diffusion d'informations sur les prix des marchés ont facilité les analyses sectorielles et la décision publique en matière de régulation des marchés agricoles et alimentaires.

Un plan qualité et une stratégie de communication ont également été élaborés.

Claude Wilmes, DRAAF Alsace

« Ces missions s'adressent à des agents qui ont déjà une bonne expérience de leur domaine et une certaine facilité relationnelle. Il faut aussi avoir de bonnes capacités d'écoute et d'animation. »

Paroles
d'expert

APPUI à LA mise en œuvre DE LA CONDITIONNALITÉ DES AIDES en TURQUIE



BENEFICIAIRE
Turquie

DEMARRAGE
2016

DUREE
18 mois

BUDGET
930 000 €

BAILLEURS
UE

PARTENAIRES
MAA, ASP, APCA

Ce jumelage institutionnel est mis en œuvre par un consortium européen piloté par les Pays-Bas, en association avec la France et l'Estonie. L'objectif du jumelage est d'accompagner la Turquie dans la mise en place d'un dispositif de conditionnalité des aides agricoles.

Le projet doit permettre d'établir la politique nationale qui conditionnera l'obtention de subventions par les producteurs turcs au respect d'exigences réglementaires concernant la santé publique, les critères sanitaires et phytosanitaires, le bien-être animal ainsi que la protection de l'environnement.

Il s'agit d'élaborer des normes pertinentes compatibles avec la législation européenne, de sensibiliser les agriculteurs à ces questions et de définir les procédures pour contrôler la conformité des pratiques agricoles aux normes établies avant octroi des aides.

NOS PROJETS
POLITIQUES PUBLIQUES AGRICOLES

RENFORCEMENT DE LA FILIÈRE AQUACOLE AU MAROC



BENEFICIAIRE
Maroc

DEMARRAGE
2015

DUREE
6 mois

BUDGET
250 000 €

BAILLEURS
UE

PARTENAIRES
MAA, Ministère de la transition
écologique et solidaire,
CIRAD, Agrocampus Ouest,
ITAVI, FranceAgriMer

Ce projet vise à renforcer les capacités de l'Agence nationale pour le développement de l'aquaculture (ANDA) au Maroc et des professionnels du secteur aquacole, afin de permettre un développement de la filière respectueux des normes européennes et internationales en termes de qualité, de salubrité et de gouvernance.

Grâce à une grande mobilisation du personnel de l'agence ANDA, ce projet a permis de traiter les questions de l'ingénierie aquacole, du financement et de l'accompagnement des porteurs de projets, de la traçabilité des produits, et du renforcement des capacités des acteurs de la filière. De nombreuses perspectives ont été identifiées pour une poursuite de la coopération, telles que la formation initiale et continue sur les produits aquatiques, la promotion d'organisations professionnelles, le suivi des filières, l'innovation, les cadres réglementaires pour améliorer la traçabilité et les garanties sur l'origine et la qualité des produits d'aquaculture.

NOS PROJETS
POLITIQUES PUBLIQUES AGRICOLES



PRÉPARATION DE LA STRATÉGIE 2016-2025 DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE EN ARABIE SAOUDITE



BENEFICIAIRE
Arabie Saoudite

DEMARRAGE
2015

DUREE
25 mois

BUDGET
250 000 €

BAILLEURS
Ministère saoudien
de l'agriculture

PARTENAIRES
MAA

Ce projet répond à la volonté de l'Etat saoudien de développer l'agriculture dans le pays. Les objectifs sont multiples : évaluer l'organisation du Ministère de l'agriculture saoudien, proposer un plan de restructuration et de privatisation de certains services et élaborer une stratégie nationale à l'horizon 2025.

L'un des résultats les plus significatifs est l'identification et l'élaboration de projets auxquels la France pourrait participer. Les échanges avec les autorités saoudiennes permettent d'entrevoir, grâce à une bonne appréciation de l'expertise française, la conduite d'autres projets de coopération comme les IGP, les marchés de gros, la filière aquacole, la sécurité sanitaire.

NOUS PROJETS
POLITIQUES PUBLIQUES AGRICOLES

**Wilfrid FOUSSE, Conseiller aux Affaires Agricoles
à l'Ambassade de France à Riyad**

« Travailler dans des pays tiers ne faisant pas partie de la sphère traditionnelle de la France est plus difficile. Il n'existe pas de facilités de financement, et les organismes français ne sont pas connus. S'associer dans un premier temps avec un opérateur international ou local maîtrisant les procédures et la langue du pays est gage de réussite »

Paroles
d'expert

APPUI AU DÉVELOPPEMENT DURABLE DES ZONES RURALES EN OUBÉKISTAN



BENEFICIAIRE
Ouzbekistan

DEMARRAGE
2016

DUREE
36 mois

BUDGET
9 300 000 €

BAILLEURS
UE

PARTENAIRES
MAA, IE, IFVV, FVI,
MSA,GNIS/FN3PT,
INAO, GIZ,AIA.

La délégation de l'Union européenne dans le pays a sélectionné en juillet 2015 un consortium mené par l'Allemagne (GIZ), avec la France (ADECIA), l'Italie (AIA) et la Bulgarie (ONG CEED) pour accompagner la modernisation de l'agriculture ouzbèke par des transferts de savoir-faire et de technologies européennes, à travers la mise en place de projets pilotes dans deux grands secteurs : élevage et horticulture.

Le projet prévoit le financement d'agriculteurs ou d'institutions pour l'équipement, la formation et le conseil. ADECIA intervient sur les filières pomme de terre en partenariat avec le GNIS/FN3PT et lait avec l'IDELE, pour lesquelles les savoir-faire et les technologies françaises seront mis directement à la disposition des exploitants agricoles et des institutions ouzbeks. Afin de couvrir de nombreux domaines de la chaîne de valeur, ADECIA agit au niveau des petits producteurs (production et conservation) ainsi que des transformateurs sur ces deux filières, AIA auprès des services vétérinaires et des fermes de tailles moyennes, GIZ se focalise sur la production et la transformation du secteur horticole et enfin CEED sur le renforcement des capacités des institutions sur la thématique du développement local.

NOS PROJETS
POLITIQUES PUBLIQUES AGRICOLES

Claude Wilmes, DRAAF Alsace

« Plus on part loin, plus ce qui nous semble naturel ne l'est peut-être pas. Faites attention aux codes qui sont différents et pensez à ménager les susceptibilités. »

Paroles
d'expert

03 NOS PROJETS

APPUYER LE DÉVELOPPEMENT RURAL ET LOCAL



▶ QUE FAIT ADECIA DANS CE DOMAINE

ADECIA dispose d'une vision partagée, d'une approche pragmatique interinstitutionnelle du niveau central au niveau local déconcentré et décentralisé, et de savoir faire pour impulser les bonnes pratiques. Elle coordonne des actions destinées à :

- ▶ **Concevoir et mettre en œuvre des politiques publiques pour le développement des territoires ruraux**, en aidant à la définition de stratégies et de mesures de développement permettant l'amélioration et la modernisation des outils de production, une meilleure protection et gestion des ressources naturelles et le soutien à la diversification de l'économie rurale ;
- ▶ **Appuyer à la mise en place d'une gouvernance locale**, favorisant un développement par les acteurs locaux en améliorant les capacités des administrations locales et en accompagnant les acteurs à définir et mettre en œuvre leurs stratégies de territoire ;
- ▶ **Aider à la sécurisation foncière**, en accompagnant le diagnostic, la réforme de l'administration et de la législation et la mise en œuvre de programmes nationaux et locaux.

QUELQUES EXEMPLES :

- ▶ **Partenariat institutionnel pour le développement territorial intégré en Tunisie**
- ▶ **Appui à la mise en place d'un institut de développement rural au Monténégro**
- ▶ **Création d'un réseau de conseillers agricoles pour l'accompagnement des bénéficiaires des fonds européens IPARD en Turquie**



Geneviève Salaün, DGER

« Surtout ne pas se dire : « je sais ce qui est bien pour eux, on va faire comme ça ». L'approche de la problématique, ce sont les bénéficiaires qu'ils l'ont. Il faut transmettre en excluant les solutions toutes faites, percevoir ce qui est intéressant à mettre en œuvre et orienter la mission en ce sens pour trouver les solutions ensemble. »

Paroles
d'expert

PARTENARIAT INSTITUTIONNEL POUR LE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL INTÉGRÉ EN TUNISIE



BENEFICIAIRE
Tunisie

DEMARRAGE
2014

DUREE
24 mois

BUDGET
600 000 €

BAILLEURS
AFD

PARTENAIRES
MAA,
CFPPA de Carmejane,
ASP, UMR-G-Eau,
CIRAD, IRD,
IRSTEA

Dans le cadre du programme « financement cadre pour la gestion des bassins versants » le partenariat avait pour objectif de renforcer les capacités organisationnelles de la Direction Générale de l'Aménagement et de la Conservation des Terres Agricoles (DGACTA) du Ministère de l'agriculture tunisien.

Ce projet a permis de guider l'action de la DGACTA dans sa politique d'aménagement des territoires et de parvenir à une meilleure implication des bénéficiaires. La co-construction de référentiels adaptés, d'outils méthodologiques de suivi et la formation des agents des services déconcentrés ont favorisé la mise en place d'une gouvernance partagée sur les territoires et une meilleure articulation du suivi des projets à l'échelle locale, régionale et nationale. La mise en place d'animateurs de développement local formés à la conduite d'actions participatives a été expérimentée au sein des services déconcentrés de 3 territoires.



NOS PROJETS
DÉVELOPPEMENT RURAL ET LOCAL

Eric Plaze, chargé de mission FEADER, DRAAF Bretagne

« Nous avons présenté la politique de développement rural de la Bretagne à des fonctionnaires du Ministère de l'agriculture tunisien. La délégation était composée de cadres de très bon niveau. Leurs questions étaient très pertinentes. Ce fut un échange tout à fait bénéfique. »

Paroles
d'expert

APPUI à LA MISE EN ŒUVRE DES FONDS DE PRÉADHÉSION DU DÉVELOPPEMENT RURAL AU MONTENEGRO



BENEFICIAIRE
Montenegro

DEMARRAGE
2010

DUREE
24 mois

BUDGET
1 500 000 €

BAILLEURS
UE

PARTENAIRES
MAA,
Autriche et Slovaquie

Dans la cadre de l'instrument de préadhésion (IPA) de l'Union Européenne et en consortium avec l'Autriche et la Slovaquie, la France a participé à ce projet de jumelage dont l'objectif était de définir le cadre institutionnel et législatif du programme monténégrin de développement rural en conformité avec les attentes de la Politique Agricole Commune européenne et d'accompagner sa mise en œuvre dans le pays.

Ce projet a permis de renforcer les capacités juridiques et administratives du pays bénéficiaire en lien avec les acquis communautaires des trois états membres engagés dans ce jumelage. Les autorités monténégrines ont introduit les mécanismes et procédures organisationnels conformes aux nécessités de la PAC, et défini leurs priorités stratégiques et leurs responsabilités dans le cadre de la politique de développement rural nationale. Une agence de paiement accréditée pour gérer les aides a été créée. Des outils informatiques (RPG) de gestion des mesures de développement rural ont été mis en place et les agents du Ministère de l'agriculture monténégrin et de l'agence ont été formés à leur utilisation.

NOS PROJETS
DÉVELOPPEMENT RURAL ET LOCAL

Thierry Dupeuble, Montpellier SupAgro, expert développement rural au Monténégro et en Turquie

« C'est intéressant de voir de quelle manière un Etat avec une culture administrative différente s'approprié les mêmes textes communautaires. »

Paroles
d'expert

Création d'un réseau de conseillers agricoles pour l'accompagnement des bénéficiaires des fonds européens IPARD en Turquie



BENEFICIAIRE
Turquie

DEMARRAGE
2011

DUREE
8 mois

BUDGET
250 000 €

BAILLEURS
UE

PARTENAIRES
MAA, APCA, ASP

Dans le cadre d'une aide financière de l'Union Européenne du programme IPARD (Instrument de Pré-accession dédié au développement rural), la Turquie s'est vue confiée la gestion directe de trois mesures de développement rural s'inspirant du programme européen FEADER: investissement dans des exploitations agricoles, investissement pour la transformation et la commercialisation des produits de l'agriculture et de la pêche, et diversification de l'économie rurale.

Le Ministère de l'agriculture turc et l'Agence de paiement ont pu bénéficier d'un appui technique de leurs homologues français pour renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles des services publics et privés, avec l'objectif d'acquérir les compétences nécessaires pour mettre en œuvre une démarche de type LEADER.

Ainsi, 60 formateurs provinciaux ont reçu une formation et ont formé à leur tour plus de 1000 conseillers agricoles issus des secteurs public et privé (chambres d'agriculture, ONG, consultants...) et provenant de 20 provinces. Un guide d'élaboration d'un plan d'action ciblant les priorités sectorielles (fruits et légumes, lait, viande...) a été rédigé.



Bruno Lion, DRAAF Midi-Pyrénées

«On se retrouve en équipe avec des gens qui travaillent sur les mêmes questions et qui sont en général très bons. Ce fonctionnement en groupe d'experts internationaux est souvent très stimulant. »

Paroles d'expert

NOS PROJETS
DÉVELOPPEMENT RURAL ET LOCAL



03 NOS PROJETS

AIDER À LA CONCEPTION ET À
LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES
DE RECHERCHE, DE FORMATION
ET DE CONSEIL AGRICOLE



▶ QUE FAIT ADECIA DANS CE DOMAINE

Disposant d'un réseau national unique regroupant l'ensemble des établissements spécialisés et permettant le partage des savoir, ADECIA développe une approche où recherche et formation sont étroitement liées et en relation directe avec le monde professionnel agricole et les entreprises agroalimentaires.

Dans ce domaine, ADECIA apporte son expertise pour :

- ▶ Définir, orienter et mettre en œuvre des politiques de formation et d'ingénierie de formation notamment la formation professionnelle publique ;
- ▶ Elaborer des référentiels de formation en lien avec le secteur professionnel, les besoins des filières de la production à la commercialisation ;
- ▶ Aider à la mise en place de programmes de conseil auprès des professionnels du secteur agricole pour la vulgarisation de techniques agricoles par la formation continue ;
- ▶ Appuyer la mise en place de programmes de recherche appliquée et d'innovation en co-élaboration avec les professionnels du secteur et avec les instituts techniques spécialisés.

QUELQUES EXEMPLES :

- ▶ Appui à l'amélioration de la recherche agricole par la modernisation du Centre de Recherche Agricole (ARC) en Egypte
- ▶ Programme d'appui au développement et à la structuration de la filière paysanne Jatropha - biocarburant en Afrique de l'Ouest (Mali/Burkina Faso)
- ▶ Modernisation de l'enseignement agricole en Colombie

Cyril Kao, sous-directeur de la recherche, de l'innovation et des coopérations internationales

« L'approche unique du Ministère français de l'agriculture, qui intègre l'enseignement agricole technique et supérieur avec la recherche, est très demandée par nos partenaires étrangers. Il faut valoriser ce système, car c'est un des moyens de notre influence. »

APPUI à L'amélioration de LA recherche agricole par LA modernisation DU centre de RECHERCHE AGRICOLE (ARC) en EGYPTe



BENEFICIAIRE
Egypte

DEMARRAGE
2015

DUREE
24 mois

BUDGET
1 400 000 €

BAILLEURS
UE

PARTENAIRES

MAA, CIRAD, Agreenium, APCA,
IFREMER, IDELE IAVFF,
Bordeaux Sciences Agro,
IAMM-CIHEAM,
Italie, Pays-Bas

En accompagnant la modernisation du centre de recherche agronomique, ce jumelage institutionnel visait l'amélioration de la productivité, de la sécurité alimentaire et de la qualité des productions agricoles en Egypte par la modernisation des centres de recherche agronomique.

Les experts français, italiens et néerlandais mobilisés ont accompagné la mise à jour et la consolidation du cadre législatif, juridique et réglementaire qui régit la recherche en Egypte. Il s'agissait d'améliorer les systèmes d'information (MIS), les méthodes de gestion de risques, de coordination, d'évaluation et de contrôle, et les méthodes de vulgarisation afin de garantir le transfert des résultats de la recherche auprès de la profession agricole. Parallèlement, les capacités administratives de l'ARC ont été améliorées avec notamment la mise en place de procédures de certification et standardisation des méthodes et des pratiques de gestion du cycle d'un projet.

NOS PROJETS
RECHERCHE, FORMATION
ET CONSEIL AGRICOLE

APPUI AU DÉVELOPPEMENT ET À LA STRUCTURATION DE LA FILIÈRE PAYSANNE JATROPHA/BIOCARBURANT EN AFRIQUE DE L'OUEST (MALI/BURKINA FASO)



BENEFICIAIRE
Mali/Burkina Faso

DEMARRAGE
2011

DUREE
36 mois

BUDGET
1 100 000 €

BAILLEURS
FFEM, AFD

PARTENAIRES
MAA

Ce programme, dont la maîtrise d'ouvrage a été confiée par le FFEM au GIP ADECIA, vise à soutenir les institutions publiques nationales en charge des biocarburants pour mettre en place des politiques publiques favorisant l'essor d'une filière durable, porteuse de développement économique et social.

Pour parvenir à cet objectif, les acteurs du projet se sont appuyés sur les opérateurs privés implantés localement et les instituts de recherche (IER au Mali et INERA au Burkina Faso). Leur rôle a été primordial pour mettre en place des opérations de R&D appliqués et apporter aux autorités des référentiels fiables sur les performances de la filière, rendant ainsi possible la définition de politiques publiques.

Des propositions pour un renforcement du cadre législatif et réglementaire relatif aux énergies renouvelables du Ministère de l'Énergie du Burkina ont également été élaborées pour accompagner la structuration de la filière du Jatropha.

NOS PROJETS

RECHERCHE, FORMATION ET CONSEIL AGRICOLE



MODERNISATION DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE EN COLOMBIE



BENEFICIAIRE
Colombie

DEMARRAGE
2016

DUREE
18 mois

BUDGET
150 000 €

BAILLEURS
MEAE

PARTENAIRES
DGER/MAA, EPL

Dans le cadre d'un partenariat entre la France (DGER) et la Colombie (Ministère de l'agriculture) sur la formation professionnelle agricole, le projet a pour objectif d'appuyer les 6 centres SENA (dépendant du ministère de la formation professionnelle) orientés vers la production agricole dans un processus de modernisation de leur enseignement.

Des formations de formateurs au sein de ces centres ont été organisées sur les thèmes clés identifiés par les partenaires. Une visite en France des autorités du SENA et du ministère de l'agriculture a permis aux partenaires de comprendre les enjeux du système de formation agricole français. Parallèlement, un travail de validation conjointe des compétences entre formations colombiennes et françaises a été engagé pour favoriser les mobilités étudiantes et améliorer ainsi l'attractivité des formations agricoles en Colombie avec le but d'enrayer l'exode rural.



NOS PROJETS
RECHERCHE, FORMATION ET CONSEIL AGRICOLE

Sandrine Belvèze, directrice CFA/CFPPA de l'EPL de Figeac

« Le fait que la France travaille en lien avec les professionnels et notre culture de la mutualisation ont été très appréciés en Colombie. »

Paroles
d'expert

03 NOS PROJETS

santé des plantes



▶ QUE FAIT ADECIA DANS CE DOMAINE

En s'appuyant sur l'expérience reconnue en termes de maîtrise des risques sanitaires de l'ANSES, agence indépendante pour l'évaluation des risques phytosanitaires, et de l'administration centrale et déconcentrée du Ministère de l'agriculture, ADECIA est en mesure de répondre aux enjeux de sécurité sanitaire de l'alimentation, de protection contre l'introduction et la propagation d'organismes nuisibles, de santé des plantes et de compatibilité des produits destinés à l'exportation avec les normes européennes et internationales.

ADECIA contribue à développer et structurer les institutions en charge de la sécurité sanitaire en :

- ▶ **Harmonisant au niveau national des mesures sanitaires et phytosanitaires compatibles avec les normes internationales ou européennes ;**
- ▶ **Accompagnant la mise en application de nouvelles réglementations ;**
- ▶ **Responsabilisant l'ensemble des acteurs de la chaîne alimentaire.**

QUELQUES EXEMPLES :

- ▶ **Contrôle des produits phytopharmaceutiques, des fertilisants et des supports de cultures au Maroc**
- ▶ **Appui à la Direction phytosanitaire pour l'alignement de la législation avec les standards européens en Ukraine**



Patrice Blanchet, IGPEF, CGAAER, chef de projet junior, coopération phytosanitaire en Ukraine et en Egypte

« Nous ne faisons pas assez de liens entre la coopération technique et les entreprises françaises. Par ces marchés, nous devons faire la promotion des entreprises. Nos concurrents néerlandais ou allemands sont mieux organisés de ce point de vue. »



Paroles d'expert

CONTRÔLE DES PRODUITS PHYTOPHARMACEUTIQUES, DES FERTILISANTS ET DES SUPPORTS DE CULTURES AU MAROC



BENEFICIAIRE
Maroc

DEMARRAGE
2015

DUREE
24 mois

BUDGET
1 200 000 €

BAILLEURS
UE

PARTENAIRES
MAA, ANSES,
AgroParisTech, RITMO

Parmi les États faisant l'objet de la politique de voisinage de l'Union Européenne, le Maroc bénéficie d'un statut avancé permettant une coopération politique de haut niveau.

Ce jumelage institutionnel mené par la France avec l'appui des institutions allemandes a contribué au renforcement des capacités de l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires (ONSSA) marocain chargé de l'autorisation de mise sur le marché et du contrôle des produits phytopharmaceutiques, des fertilisants et supports de cultures (utilisés par les agriculteurs et les producteurs).

Les agents français, allemands et marocains ont travaillé ensemble à la consolidation des textes législatifs existants, en se basant sur les bonnes pratiques européennes dans le domaine des pesticides et des fertilisants. Il s'agissait également d'accompagner l'amélioration du système d'autorisation de mise sur le marché des pesticides, du contrôle des résidus et contaminants dans les produits alimentaires tout en renforçant les structures chargées du contrôle des résidus pour une meilleure protection du consommateur.

Jean-Pierre Chomienne, CGAER

« Le renforcement des compétences des structures marocaines en charges de l'évaluation et du contrôle des produits phytopharmaceutiques trouve sa source dans les échanges entre les agents européens et marocains, mais aussi dans la confrontation des points de vue entre les autorités allemandes et françaises et les solutions organisationnelles qu'elles ont développées. »

NOS PROJETS
santé DES PLANTES ET ENJEUX DE LA
sécurité sanitaire de l'alimentation

Paroles
d'expert

APPUI À LA DIRECTION PHYTOSANITAIRE POUR L'ALIGNEMENT DE LA LÉGISLATION AVEC LES STANDARDS EUROPÉENS EN UKRAINE



BENEFICIAIRE
Ukraine

DEMARRAGE
2012

DUREE
24 mois

BUDGET
1 170 000 €

BAILLEURS
UE

PARTENAIRES
MAA, ANSES, Allemagne
et Lettonie

L'objectif global de ce jumelage était de contribuer à la rénovation de la réglementation phytosanitaire ukrainienne dans la perspective d'une harmonisation avec les réglementations et standards européens. Il visait notamment à un accompagnement technique des services vers une organisation compatible avec les règles communautaires, et au renforcement de leurs capacités institutionnelles aux niveaux central et déconcentré pour appliquer les nouvelles dispositions réglementaires.

Le projet visait également l'amélioration des contrôles au point d'entrée par une mise en réseau des laboratoires en conformité avec les standards européens. Outre la création de ce réseau, le projet a permis la formation de formateurs et d'agents de laboratoires aux méthodes d'analyses conformes aux standards européens, ainsi que d'agents d'inspection aux nouvelles procédures de contrôle.

NOS PROJETS
SANTÉ DES PLANTES ET ENJEUX DE LA
SÉCURITÉ SANITAIRE DE L'ALIMENTATION



03 NOS PROJETS

ACCOMPAGNER LE DÉVELOPPEMENT
DES POLITIQUES LIÉES À L'ORIGINE
ET À LA QUALITÉ



▶ QUE FAIT ADECIA DANS CE DOMAINE

Les atouts de la France dans ce domaine sont nombreux puisque c'est elle qui a fondé le système des indications géographiques. La politique française de valorisation des produits agricoles a inspiré la réglementation européenne sur les appellations d'origine protégées (AOP) et les IG protégées (IGP) pour lesquelles existent 3 structures dédiées au développement des filières sous signes officiels de qualité et de l'origine : INAO, Agence BIO et APCA.

Ces avantages permettent à ADECIA d'intervenir auprès d'états étrangers et de mobiliser de l'expertise pour :

- ▶ Appuyer la reconnaissance des produits de qualité
- ▶ Harmoniser le dispositif institutionnel et réglementaire avec la législation européenne
- ▶ Procéder à l'examen de la réglementation existante et former les autorités nationales, les organismes de contrôle et les acteurs de terrain à la mise en place d'un système de reconnaissance et de contrôle de la qualité
- ▶ Créer les signes de reconnaissance nationale (création de guides des procédures, structuration des professionnels, mise en place de systèmes de traçabilité et de contrôle interne)

QUELQUES EXEMPLES :

- ▶ Appui à la mise en place d'Indications Géographiques (PAMPIG II) en Afrique de l'Ouest
- ▶ Appui au développement des systèmes d'Indications Géographiques
- ▶ Renforcement du dispositif de reconnaissance de la qualité des produits agricoles par les signes distinctifs liés à l'origine (IGAO) en Algérie

Patricia Picard, APCA

« Chaque mission a été l'occasion de découvrir des choses d'un point de vue culturel. Je repense à la Pologne par exemple, où j'ai appris que de nombreuses vignes avaient été arrachées sous le régime soviétique alors que le vin a toujours fait partie de la culture nationale. Participer à relancer la viticulture aujourd'hui prend alors une autre dimension.

Paroles
d'expert

APPUI À LA MISE EN PLACE D'INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES (PAMPIG II) EN AFRIQUE DE L'OUEST



BENEFICIAIRE
Afrique de l'Ouest

DEMARRAGE
2017

DUREE
48 mois

BUDGET
3 000 000 €

BAILLEURS
AFD

PARTENAIRES
MAA, CIRAD, GRET,
ECOCERT, INAO, APCA

NOS PROJETS
SIGNES OFFICIELS DE QUALITÉ

ADECIA s'est associée à un consortium intégrant le Gret et Eco-cert, et piloté par le Cirad, afin de conduire la 2ème phase du Programme d'appui à la mise en place d'indications géographiques (PAMPIG II). Ce programme ambitieux vise à soutenir l'émergence d'un environnement régional et national favorable au développement des indications géographiques dans les dix sept pays membres de l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI) à savoir le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, les Comores, le Congo, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Guinée, la Guinée Bissau, la Guinée Equatoriale, le Mali, la Mauritanie, le Niger, la République centrafricaine, le Sénégal, le Tchad et le Togo.

La 1ère phase du programme PAMPIG, entre 2008 et 2014, avait permis la mise en place et l'enregistrement des trois premières IG en Afrique subsaharienne à savoir le poivre de Penja, le miel blanc d'Oku au Cameroun et le café ziama-macenta en Guinée.

Cette 2ème phase vise à consolider les acquis de la phase 1 et à encourager un climat institutionnel favorable au développement des indications géographiques tant au niveau de l'OAPI que de ses Etats membres. Il se décline en trois composantes principales : le renforcement et la pérennisation des missions de l'OAPI en matière d'indication géographique, l'appui à l'émergence des capacités nationales de validation et d'accompagnement des démarches d'indication géographique, l'appui aux filières pilotes du PAMPIG I et à de nouvelles filières. Plus concrètement, ce sont quatre pays, à savoir : le Bénin, le Cameroun, La Guinée et la Côte d'Ivoire et six nouvelles filières qui seront accompagnées pendant les quatre années à venir.



APPUI AU DÉVELOPPEMENT DES SYSTÈMES D'INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES EN UKRAINE



BENEFICIAIRE
Ukraine

DEMARRAGE
2017

DUREE
36 mois

BUDGET
3 000 000 €

BAILLEURS
UE

PARTENAIRES
MAA, INAO, APCA

L'accord d'association UE - Ukraine, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2016, prévoit des réformes fondamentales et une coopération dans 28 domaines politiques clés, y compris l'agriculture et le développement rural. L'Ukraine y confirme notamment respecter la liste complète des noms de produits protégés par les IG dans l'UE.

Le projet conduit par un consortium public privé franco-allemand (ADECIA est associé aux cabinets d'études GFA et DMI Associates) a pour objectif le renforcement des capacités et le transfert des connaissances et du savoir-faire au Ministère du développement économique et du commerce (MEDT) et au Ministère de la politique agricole et de l'alimentation (MAPF) sur les questions législatives et organisationnelles des politiques de signe de qualité.

Le projet promeut une meilleure cohérence entre la législation ukrainienne et l'acquis de l'UE relatif aux dispositions de l'accord d'association concernant les IG, les processus de commercialisation et de rebranding des produits sensibles ainsi que l'identification, l'enregistrement et le contrôle des IG. Il accompagne également la planification du développement rural liée aux IG.

NOS PROJETS
SIGNES OFFICIELS DE QUALITÉ



RENFORCEMENT DU DISPOSITIF DE RECONNAISSANCE DE LA QUALITÉ DES PRODUITS AGRICOLES PAR LES SIGNES DISTINCTIFS LIÉS À L'ORIGINE (IGAO) EN ALGÉRIE



BENEFICIAIRE
Algérie

DEMARRAGE
2015

DUREE
24 mois

BUDGET
1 410 000 €

BAILLEURS
UE

PARTENAIRES
MAA, INAO, CIRAD, APCA,
INRA, INAO, Italie

L'objectif de ce jumelage mis en œuvre par la France avec l'appui des autorités italiennes était de doter le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MADR) algérien d'un dispositif de reconnaissance, de contrôle, de protection et de promotion de la qualité des produits agricoles du terroir sous appellation d'origine et indications géographiques en se rapprochant de la réglementation européenne en vigueur dans ce domaine. Les chambres d'agriculture algériennes et les filières agricoles étaient également impliquées.

Le jumelage a permis la rédaction des textes juridiques cohérents avec la réglementation communautaire, la création du comité national chargé de reconnaître les produits, la formation des fonctionnaires et de responsables professionnels (y compris en régions) mais aussi la reconnaissance en indications géographiques de deux produits pilotes (datte Deglet Nour de Tolga et figue sèche de Béni Maouche) et un troisième (Olive de Sig) en réflexion très avancée. Il a aussi contribué à bâtir la stratégie de communication du MADR sur ce domaine. Des séminaires en France et en Italie ont permis aux producteurs et aux agents publics de se familiariser avec les expériences européennes

NOS PROJETS
SIGNES OFFICIELS DE QUALITÉ

Sabine Edelli, INAO

« C'est important de bien comprendre ce que l'on attend de vous. En amont, je prends contact avec le résident sur place et le bénéficiaire pour que nous construisions et concevions en commun le contenu et la conduite de l'intervention. La moitié de la mission est faite avec ce travail de préparation et les interlocuteurs reconnaissent quand on a pris soin de se documenter. »

Paroles
d'expert

03 NOS PROJETS

L'OUTIL EUROPEEN TAIEX : «TECHNICAL ASSISTANCE AND INFORMATION EXCHANGE»

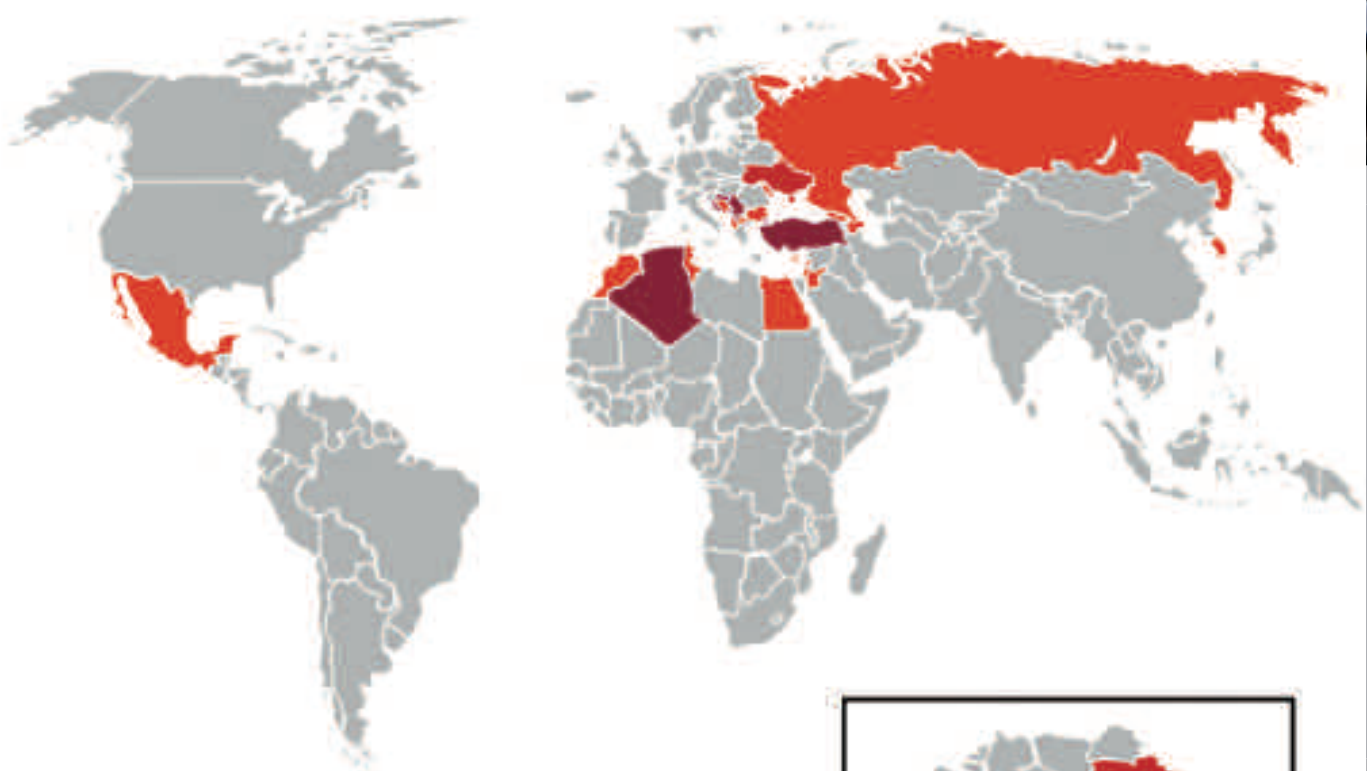
QUE FAIT ADECIA DANS CE DOMAINE

TAIEX est un instrument d'assistance technique de la Commission européenne, complémentaire de l'instrument « jumelage », qui favorise la diffusion de l'acquis européen et encourage le partage des meilleures pratiques en terme de politiques publiques. Cet outil permet d'apporter une expertise ponctuelle (les missions durent de trois à cinq jours) et adaptée sur un thème très ciblé afin d'accompagner les administrations partenaires dans la compréhension d'un sujet ou la résolution d'un problème.

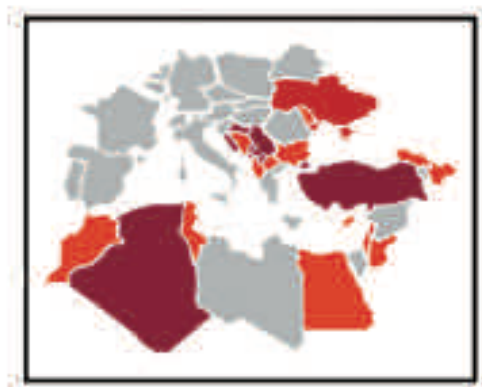
Depuis 10 ans, ADECIA a accompagné plus de 150 actions TAIEX impliquant ses membres à travers le monde sur des sujets variés : santé des végétaux (notamment au Maghreb), développement rural (comme en Bosnie Herzégovine ou à Chypre dans sa phase d'adhésion à l'UE), politiques agricoles (par exemple en Turquie ou au Liban) ou encore sur les politiques liées aux signes de qualité (dans les Balkans - Moldavie, Kosovo, Monténégro - mais aussi au Mexique par exemple).

Ces nombreuses missions d'expertise court terme sont autant d'opportunités à l'international, pour s'initier ou conforter son expérience. Tous les agents publics, junior comme senior, sont éligibles et susceptibles d'être sollicités pour accueillir des délégations lors de visites d'étude ou pour partir entre trois et cinq jours apporter une assistance à une administration étrangère.

LES INTERVENTIONS D'ADECIA DANS LE MONDE VIA L'OUICIL TAIEX DEPUIS 2010



- 1 à 4 actions
- 5 à 9 actions
- 10+ actions



04

MOBILISER ET VALORISER L'EXPERTISE À L'INTERNATIONAL

Mandaté par ses membres fondateurs pour mobiliser leurs experts et prendre part à des marchés d'assistance ou à des projets de coopération technique et institutionnelle, le GIP ADECIA souhaite au travers de ces quelques témoignages faire partager l'expérience d'experts et susciter des vocations pour enrichir le vivier des experts à l'international.

REJOIGNEZ LA COMMUNAUTÉ
DES EXPERTS ADECIA
SUR LINKEDIN



ÉCHANGER AVEC DES HOMOLOGUES ÉTRANGERS

« Il y a toujours quelque chose à retirer de ces rencontres internationales. »



Patricia Picard est déléguée générale du comité de pilotage vitivinicole Rhône Alpes, hébergé au sein de la chambre régionale d'agriculture. Depuis 4 ans, elle a effectué des missions en Pologne, en Argentine, en Afrique du Sud ou encore en Espagne, notamment pour accompagner des filières dans leur organisation professionnelle.

« Il y a toujours quelque chose à retirer de ces rencontres internationales. A Mendoza par exemple, les Argentins nous avaient demandé de l'information pour développer l'oenotourisme. En même temps, cela a été l'occasion de découvrir leur manière de communiquer autour d'événements comme la fête nationale du vin. On ne pourrait pas faire la même chose en France à cause de la réglementation, mais cela a contribué au développement de notre argumentaire vis-à-vis des politiques. Autre illustration en Espagne, où nous sommes venus parler de communication collective et repartis avec l'idée de rapprocher les acteurs du tourisme et du vin en formant des binômes. »

PRENDRE DU REcul SUR SON TRAVAIL

« Il est toujours intéressant d'expliquer ce que l'on fait. Ça l'est encore plus à l'étranger »

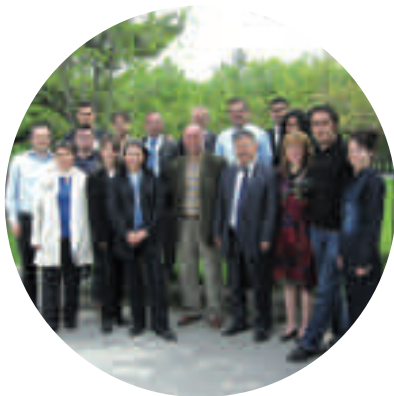


Bernard Elaudais est expert contrôles à l'Agence de services et de paiement. Entre 2009 et 2010, il a effectué plusieurs missions en Roumanie et en Croatie au sujet des bonnes conditions agroenvironnementales ou de la mise en place du registre parcellaire graphique par exemple.

« Il est toujours intéressant d'expliquer ce que l'on fait. Ça l'est encore plus à l'étranger où les questions posées sont différentes et souvent inattendues. Et puis, confronté à des situations nouvelles, on prend du recul sur des choses que l'on fait habituellement sans y réfléchir. Cela amène à faire le bilan de ce qui a ou non fonctionné chez nous, et à réinterroger notre propre organisation. »

ENRICHIR SON SERVICE ET VALORISER SA STRUCTURE

« Je perçois tout l'intérêt pour un Chef de service de laisser ses agents partir en expertise »



Roland Hamel est expert développement rural chargé des affaires internationales à l'Agence de services et de paiement. Il est allé en Roumanie, République tchèque à Chypre ou encore dans les Balkans pour effectuer des missions d'appui à l'élaboration de programmes de développement rural notamment.

« Je perçois tout l'intérêt pour un Chef de service de laisser ses agents partir en expertise, même si cela mobilise une partie de la force de travail. Aller à l'international donne une vision plus globale de sa mission à un agent. De retour dans sa structure avec cet éclairage nouveau, il lui est plus facile de mettre en perspective sa mission de gestion et de prendre part à son optimisation le cas échéant. À l'étranger, on acquiert des compétences nouvelles et une aptitude à dialoguer avec des personnes aux angles de vue différents. Par ailleurs, cela permet de créer des réseaux, d'entretenir des relations durables avec des structures homologues. Ce sont ensuite des contacts solides pour monter des projets et des partenariats. Par exemple, en ce moment, nous pensons à présenter une offre de service à des Serbes, en partenariat avec des Croates avec lesquels nous avons fait un jumelage il y a deux ans. »

ÉTOFFER SON PARCOURS PROFESSIONNEL

« Vous êtes identifié dans le réseau français comme quelqu'un tourné vers l'international »



Bruno Lion est directeur régional adjoint à DRAAF Midi Pyrénées. Il a effectué des missions de court terme en Roumanie et en Turquie, est actuellement chef de projet d'un partenariat institutionnel avec la Turquie.

« Ça démystifie un peu l'étranger. On prend conscience qu'on est capable d'y aller. Et puis, une fois que vous vous êtes fait connaître, vous êtes identifié dans le réseau français comme quelqu'un tourné vers l'international. La porte s'ouvre à d'autres missions et on entame une mini-carrière dans l'expertise. Voilà comment je suis devenu chef de projet sur un partenariat entre Ministères de l'agriculture turc et français ! C'est aussi du réseau. On se fait des contacts pour son propre parcours. Et ces expériences sont des atouts à faire valoir dans son évolution de carrière. À 47 ans aujourd'hui, je me pose des questions sur mon avenir professionnel. Pourquoi ne pas viser un poste à l'étranger sur du moyen terme, à la FAO par exemple ou en tant que conseiller résident jumelage ? Grâce aux missions d'expertise, j'ai un profil qui me permettrait de candidater. »

DÉVELOPPER DE NOUVELLES COMPÉTENCES

« Ça m'amène à pratiquer beaucoup de choses que je n'avais jamais expérimentées »



Bruno Lion, DRAAF Midi Pyrénées :

« En général, on est sur place seulement pour quelques jours. Ce temps très court oblige à être très productif. Dès l'arrivée, il faut être capable de mettre en place des processus de travail très performants en étant inventif. Ça m'amène à pratiquer beaucoup de choses que je n'avais jamais expérimentées, et à découvrir que j'en étais capable. Par exemple : travailler sur de l'expression créative, faire des brainstorming, écrire des méta-plans... En fait, pendant les missions d'expertise, on est dans des situations où l'on peut tenter plus facilement des choses, se tester, prendre des risques. De cette manière, j'ai fait tout un travail sur la méthode que je n'avais jamais réalisé en France, où l'environnement est beaucoup plus balisé. »

UN ENRICHISSEMENT PERSONNEL

« On découvre des enjeux locaux qu'on serait loin d'imaginer en venant dans un contexte touristique »



Marie-Christine De Guenin est spécialiste de la santé des végétaux. Elle exerce les fonctions de directrice régionale adjointe à la DRIAAF Ile-de-France depuis 2007. Elle a participé à des jumelages en Lettonie, en Bulgarie, en Roumanie, en Tunisie, et en Egypte. Il s'agissait par exemple de mettre en œuvre des dispositions réglementaires communautaires dans les domaines de la protection des végétaux, de réaliser des audits des services d'inspection et des laboratoires, ou de développer des systèmes d'information.

« On découvre des enjeux locaux qu'on serait loin d'imaginer en venant dans un contexte touristique. Comme c'est l'occasion de discuter avec des personnes qui travaillent dans l'administration, on appréhende le pays au cœur de son fonctionnement. Et puis, les rencontres humaines sont souvent très fortes. Vos homologues étrangers sont des personnes très différentes, mais vous partagez un langage. Ce socle commun rapproche. Je me souviens d'avoir discuté parasites du blé un après-midi avec un collègue et le soir même de l'articulation religion-administration dans son pays. Et puis après les missions, je suis restée en contact avec de nombreuses personnes. J'ai notamment accueilli des Bulgares à la maison. »

UNE OUVERTURE PROFESSIONNELLE

« Je voulais rencontrer d'autres experts internationaux et pouvoir échanger avec eux »



Sylvie Malézieux exerce la fonction d'expert en santé des végétaux depuis 2011 au CGAAER. En 2002 et 2003, elle a été consultante pour la réunion conjointe FAO/OMS sur les résidus de pesticides. Par ailleurs, elle a effectué des missions au Maroc, en Croatie, en Algérie et en Egypte. Il s'agissait par exemple d'intervenir sur la gestion des crises sanitaires végétales, l'appui à l'élargissement ou encore l'accompagnement pour la mise en place de démarches de management par la qualité.

« Je voulais rencontrer d'autres experts internationaux et pouvoir échanger avec eux. Pour préparer les interventions, on doit souvent récupérer de l'info, contacter des collègues... Cela contribue au travail de mise à jour et à niveau que l'on doit faire dans son domaine. On apprend beaucoup des échanges sur place. Et puis, cela oblige à ne pas se reposer sur ses lauriers, à s'interroger, à écouter et à comprendre pour accompagner au mieux les bénéficiaires de notre expertise. »

UN AUTRE REGARD SUR L'UNION EUROPÉENNE

« Cela permet aussi de voir de façon concrète comment s'applique la réglementation »



Xavier Girard, est chef du service Agronomie Environnement Productions végétales à la Chambre d'agriculture du Loiret. À partir de 1994, il réalise diverses missions long ou court terme en Lituanie, Lettonie, Roumanie, Ukraine, Afghanistan et Azerbaïdjan. Il s'agit ici de créer une coopérative d'utilisation de matériel agricole, là de former des conseillers agricoles ou de développer la production de pommiers.

« Ce qui m'intéresse, c'est de mieux comprendre comment l'agriculture peut être organisée dans d'autres pays et de partager cela à mon retour. À l'époque de l'entrée de pays de l'Est dans l'Union européenne, les agriculteurs français fantasmaient beaucoup les capacités de production de ces pays. D'une certaine manière, on démystifiait leur vision. Cela permet aussi de voir de façon concrète comment s'applique la réglementation communautaire ailleurs qu'en France. Après, on peut répondre sur la base de faits aux questions des Français. Et à l'inverse, quand ceux de l'Est viennent en France, ils comprennent que les charges sont plus importantes et n'ont plus les mêmes reproches sur le montant des primes. »

COMPRENDRE QU'IL N'Y A PAS DE SOLUTION UNIQUE

« À travers ces missions, j'aime faire l'effort de laisser de côté mes acquis et mes certitudes »



Georges Gosset est depuis 2011 ingénieur général au Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux, spécialisé sur la formation professionnelle, la recherche appliquée et le développement rural. Sa dernière mission majeure : le diagnostic du système de formation sous tutelle du ministère de l'agriculture algérien, en 2013-2014.

« À travers ces missions, j'aime faire l'effort de laisser de côté mes acquis et mes certitudes pour comprendre le mieux possible dans quel contexte mes interlocuteurs évoluent, où sont les difficultés et en faire une analyse. En fait, j'essaie, modestement, de contribuer au développement d'un pays, non pas en reproduisant ce que l'on fait chez nous, mais en contribuant à définir un mode de développement qui soit porté à la fois par les institutions du pays et les acteurs locaux : agriculteurs et secteur para-agricole. Car si les bénéficiaires ne s'approprient pas ce travail, ça n'a aucun intérêt. »

DES MISSIONS AU SERVICE DE LA FRANCE ET DE L'EUROPE

« On favorise les échanges commerciaux. Et c'est un gage de stabilité »



Jean-Louis Buer est inspecteur général au ministère de l'agriculture depuis 2013. Il a notamment participé à des jumelages de pré-adhésion en Bulgarie, Roumanie et Slovaquie. Ancien directeur de l'INAO, il est actuellement chef de projet d'un jumelage entre la France et l'Algérie pour la mise en place d'un dispositif de signes de qualité sur des produits agricoles.

« Les jumelages au bénéfice de pays en pré-adhésion donnent l'occasion de participer, à son petit niveau, à la construction européenne. Ceux qui entrent dans le cadre de la politique européenne de voisinage permettent d'entretenir des relations nourries, régulières et apaisées des deux côtés de la Méditerranée notamment. En aidant à adopter une réglementation la plus harmonisée possible avec la nôtre, on favorise les échanges commerciaux. Et c'est un gage de stabilité. Par ailleurs, il est important pour l'Union européenne d'avoir des alliés dans les instances internationales. Regardez la démarche des signes de qualités: plus il y a de pays qui l'adoptent, plus nous avons de poids face à la politique des marques défendue par les Etats-Unis. »



**Sophie VILLERS,
Présidente du GIP ADECIA**

Diplômée de l'Institut National Agronomique de Paris, Sophie Villers est ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts. Elle a travaillé en tant que Chef de service à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, Chef de bureau à la direction des industries agricoles et alimentaire du ministère de l'Agriculture où elle est chargée de la gestion des crédits publics aux industries alimentaires. Elle poursuit sa carrière comme chargée de mission à la direction du budget, puis comme Secrétaire générale du Musée d'Orsay. En 1993, elle est nommée Conseillère technique au cabinet du Ministre de l'agriculture en charge des affaires budgétaires et financières, puis en 1995, comme Directrice Adjointe à l'Institut National des Appellations d'Origine. En 2003, elle occupe la fonction d'Adjointe à la Direction Générale de la Forêt et des Affaires Rurales pour y suivre les politiques relatives au secteur forestier, de l'emploi et de la protection sociale. Elle est rapidement nommée en 2004 Directrice générale de l'alimentation puis en 2006, Directrice générale de l'INAO. Membre du Conseil Général de l'Alimentation de l'Agriculture et des Espaces Ruraux, elle a présidé la section Prospective, Société et International et préside actuellement la section en charge de la gestion publique et de la réforme de l'Etat.

Très investie à l'international, elle a réalisé de multiples missions d'expertise et co-organise régulièrement des séminaires de dimension internationale. Elle est Présidente du GIP ADECIA depuis 2010.



Monique TRAN, Directrice, ADECIA

Monique TRAN, Ingénieur Divisionnaire de l'Agriculture et de l'Environnement, est depuis février 2014 directrice de l'Agence pour le développement de la coopération internationale dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux (ADECIA). Elle était auparavant en charge de la conduite de projets et missions à l'international, ce qui lui a permis d'acquérir une connaissance approfondie des outils et des mécanismes de financement des projets de coopération internationale. Experte de l'ingénierie des projets, elle possède également une très bonne connaissance des institutions et des politiques agricoles en France et en Europe par les différents postes occupés dans les administrations publiques du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.

monique.tran@agriculture.gouv.fr



Antoine MENET, Chargée de projet au GIP ADECIA

Ingénieur agronome, Antoine Menet s'est spécialisé durant sa formation sur les questions de politiques et d'économie agricoles. Il a d'abord travaillé à la Commission européenne, sur le suivi du programme européen d'aide aux plus démunis, puis à FranceAgriMer, en charge des aides aux organisations de producteurs du secteur des fruits et légumes. En 2014, il a effectué un volontariat au Ghana, dans une entreprise sociale du secteur du karité. A son retour, il a effectué un passage dans les services déconcentrés du ministère de l'agriculture, au sein de la direction régionale pour l'Ile-de-France. Antoine a intégré l'équipe d'ADECIA en mai 2017.

antoine.menet@agriculture.gouv.fr



NOTRE ÉQUIPE

10 ans

adecia

2007 - 2017

10 ans d'expertise publique agricole à l'International



Alice WANNEROY, Chargée de projet au GIP ADECIA

Ingénieur agronome de formation, Alice Wannerooy a travaillé au sein de la DGER de 2011 à 2016 en tant que chef de projet de partenariat puis comme chef d'exploitation viticole au sein d'un lycée Agricole. Elle a participé à l'émergence d'un partenariat structurant entre les organismes de recherche appliquée et fondamentale, les structures d'enseignement technique et supérieur et la filière viticole de la région Centre Val de Loire. Elle rejoint en 2016 le GIP ADECIA au sein duquel elle travaille en particulier sur les projets traitant de la santé des végétaux et des politiques de qualité au sens large.

alice.wannerooy@agriculture.gouv.fr



Florence LUNDY, Chargée de projet au GIP ADECIA.

Florence Lundy est ingénieur agronome spécialisée en développement rural de l'ENSA de Rennes. Après une expérience au sein du ministère de l'agriculture d'Haïti, elle a travaillé en France sur l'ingénierie de projet dans une association de formation agricole. Formatrice en CFA puis chargée de mission au sein du ministère de l'agriculture, elle a été chef de projet du Réseau Rural Ile-de-France, puis à la DRIAIF en tant que chargée de mission sur les questions de préservation foncière des espaces ruraux et de maîtrise de la consommation des espaces agricoles. Au sein du GIP ADECIA, elle travaille sur les thèmes liés au développement rural et à la formation agricole.

florence.lundy@agriculture.gouv.fr



Gaëlle BOSSUETTE, Coordinatrice du programme Européen « Développement durable en Ouzbékistan »

Gaëlle Bossuette est ingénieur en agro-développement international de l'ISTOM. Après plusieurs stages en Afrique (Sénégal et Djibouti) sur du développement et de la mise en œuvre de système de suivi de projets, elle travaille en Chine sur l'analyse des exploitations familiales et des filières laitières dans la province du Gansu, puis en France, sur un projet de recherche sur le modèle du GAEC au sein de l'EHESS en partenariat avec l'Institut Economic Growth of India. Basée à Tachkent pour le GIP ADECIA, elle est coordinatrice sur le programme Européen « Développement durable des zones rurale » en Ouzbékistan.

gaelle.bossuette@adecia.org



Marie-Pierre GLADE, Chargée des finances, de la comptabilité et de l'administration du GIP ADECIA

Diplômée d'un Master 2 en gestion des organisations culturelles à Paris Dauphine et en Sciences Politiques à Grenoble, Marie-Pierre GLADE a été responsable de l'administration de l'action culturelle au sein d'une collectivité territoriale. En poste au sein du GIP depuis mars 2010, elle est responsable de la mise en œuvre des fonctions financières, contractuelles et comptable en lien avec l'ordonnateur et l'agent comptable. Elle est également chargée du développement de la gestion analytique fine de chaque projet annuel ou pluriannuel et assure les relations avec l'ensemble des acteurs qui interagissent avec le GIP.

marie-pierre.glade@agriculture.gouv.fr



Zeina BABIK, Chargée des services logistique et administratif

Après l'obtention d'une Maîtrise en Marketing et Publicité, Zeina Babik, polyglote, a été engagée comme « chargée de clientèle » dans des agences de publicité internationales au Liban, dans les pays du Golfe et en Europe. En 2013, elle a créé sa propre entreprise de vente à distance, et a continué à gérer des projets de marketing depuis le Luxembourg puis à Paris. Elle rejoint ADECIA en avril 2017 et travaille sur la budgétisation, la planification, et l'organisation des visites d'études en France. Elle assure également la gestion des voyages des experts dans le cadre de leurs missions à l'étranger, et est responsable de la mise à jour du site internet et de la diffusion de la newsletter.

zeina.babik@agriculture.gouv.fr



Stéphane ROCHARD, Agent comptable en adjonction de service depuis la création du GIP ADECIA en 2007

Stéphane Rochard est Agent comptable en titre du Laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE) depuis novembre 2016. De 2001 à 2016, il a été successivement Agent comptable du Palais de la découverte, de l'Agence de la biomédecine, de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN). De 1989 à 2001, il a occupé divers postes comptables dans le réseau du Trésor Public tout en ayant d'autres activités professionnelles annexes comme enseignant à l'UFR d'Evry de 1999 à 2006. En 2000, il a été Chef de poste d'un bureau payeur militaire de Mostar en Bosnie Herzégovine dans le cadre d'une mission pour le Trésor Public.

stephane.rochard@lne.fr

adecia

251, rue de Vaugirard 75015 Paris
Tél : +33(0)1 49 55 54 83

www.adecia.org
www.linkedin.com/company/adecia/

